

Questions orales

Deuxièmement, le Centre interaméricain d'administration fiscale, organisme qui a son siège à Panama et groupe 26 pays cherchant à promouvoir la collaboration entre les autorités fiscales, va étudier cette approche lors de sa réunion des 17 et 18 mars à Washington. Le Canada va-t-il participer à cette conférence, ou y déléguera-t-il des observateurs?

L'hon. Jack Cullen (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, nous y serons présents, à titre de participants ou d'observateurs, je ne sais trop. Il est certain que nous collaborons étroitement avec les autres pays et spécialement, les États-Unis. Il faut dire cependant que certains des pays membres peuvent avoir des intérêts opposés aux nôtres en ce qui concerne l'arrêt effectif de ces sorties de fonds. Mais nous restons vigilants et attentifs à ce problème. Nous nous réunissons presque toutes les semaines et je rencontrerai M. Alexander probablement fin mars ou début avril.

M. Crouse: Le ministre voudrait-il envisager d'évaluer le prix des marchandises et des matières premières qui entrent et sortent du Canada, de fixer leur juste valeur marchande sur laquelle la taxe serait calculée, afin de conserver ici une partie de ces énormes recettes, qui nous sont nécessaires?

M. Cullen: Si la chose était aussi simple, il n'y aurait pas de problème. La réalité est un peu plus complexe, et j'espère pouvoir m'entretenir un jour avec le député de ce sujet.

* * *

LES FINANCES**LA DEMANDE D'AIDE FÉDÉRALE POUR LA RÉNOVATION DE L'ACIÉRIE DE SYDNEY—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT**

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances qui est né à Ottawa, mais appartient de cœur à la Nouvelle-Écosse. Le premier ministre provincial Gerald Regan a déclaré à l'Université St. Mary's que la transformation de l'aciérie de Sydney ne peut se faire sans l'aide financière du gouvernement fédéral, ce que bon nombre d'entre nous affirment depuis quelque temps. Puis-je demander à l'honorable représentant si le gouvernement a songé à la question et si M. Regan a demandé l'aide financière du gouvernement central?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'ai eu l'occasion de rencontrer le premier ministre Regan à l'Université St. Mary's et de discuter avec lui de cette question et d'un certain nombre d'autres choses. Si j'ai bonne mémoire, mais je devrai vérifier les faits, le ministère de l'Expansion économique régionale participe actuellement à une analyse sur l'avenir de l'aciérie de Sydney, mais je ne pense pas que le travail soit terminé. Le gouvernement fédéral reconnaît l'importance de cette usine pour l'avenir économique de l'île du Cap-Breton qui, bien entendu, est l'une des plus importantes régions du Canada.

[M. Crouse.]

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE**DEMANDE D'ÉTUDE DU RAPPORT GOLDFARB PAR LE MINISTRE**

M. J. Robert Howie (York-Sunbury): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. A-t-il reclassé certaines des 12 études confidentielles menées en 1974 pour son ministère et, particulièrement, l'étude Goldfarb qui avait coûté \$22,000 et qui concernait l'attitude des habitants des provinces de l'Atlantique à l'égard de son ministère? Sinon, le ministre pourrait-il lire le rapport et réviser sa cote de sécurité comme nous le lui avons demandé au comité l'année dernière?

[Français]

L'hon. Marcel Lessard (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur le président, tel que convenu lorsque le comité a siégé l'automne dernier, j'ai demandé à mes hauts fonctionnaires de revoir les rapports qui étaient classés comme confidentiels. J'espère être prochainement en mesure de prendre une décision en ce qui a trait à la publication de certains de ces rapports qui, apparemment, ne seraient plus maintenant sujets à être considérés comme confidentiels. J'espère pouvoir répondre d'une façon très complète à la demande de l'honorable député.

[Traduction]

LES PROJETS DU MEER ET LE CAS DU PORT DE PICTOU EN NOUVELLE-ÉCOSSE

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse aussi au ministre de l'Expansion économique régionale et concerne un sujet dont nous avons déjà discuté. L'honorable représentant peut-il dire si le MEER a élaboré des projets concrets, soit seul, soit de concert avec d'autres organismes fédéraux en Nouvelle-Écosse, pour aider à l'aménagement du port de Pictou?

[Français]

L'hon. Marcel Lessard (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur le président, je dois premièrement remercier l'honorable député qui m'a indiqué son intention de poser cette question. Je me suis renseigné aujourd'hui afin de savoir où en était la situation précise. Malheureusement, depuis que des études ont été faites au sujet de la situation du port de Pictou, il n'a pas été possible d'en venir à des programmes précis, ni avec le gouvernement provincial ni avec les entreprises privées qui fonctionnent dans ce secteur, en ce qui a trait au port lui-même.

L'honorable député se souviendra certainement qu'il y a quelque temps, une entreprise qui fonctionne sur le port de mer de Pictou a obtenu de l'aide de notre ministère. Malheureusement, depuis ce temps-là, je dois admettre que nous n'avons eu aucune demande d'aide précise pour ce secteur particulier, quoique plusieurs entreprises dans la région de Pictou aient présenté des demandes. Cependant, j'espère que par le truchement des aides qui pourront être accordées, le port de Pictou comme tel pourra connaître quelque regain d'activités.